

Colombie : « La nécessité d'une solution politique négociée »

Entretien avec la sénatrice Piedad Córdoba

dimanche 16 mai 2010, par [CORDOBA Piedad](#), [FERRARI Sergio](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2010).

Bien que détenant le record mondial des meurtres de syndicalistes, la Colombie ne fait pas la une des médias à ce titre. Présente à Genève début avril, la sénatrice libérale Piedad Córdoba a présenté la situation de son pays et ses propositions pour une solution politique à un conflit armé vieux de 60 ans. Mais le gouvernement « paramilitaire » d'Álvaro Uribe vient de faire ouvrir une procédure pénale contre Piedad Córdoba [1], dont nous publions les propos ci-dessous.

Sergio Ferrari : Quel est l'objectif principal de votre tournée en Europe ?

Piedad Córdoba - Faire reconnaître par la communauté internationale l'existence d'un conflit armé en Colombie. Mais de nombreux pays restent aveuglés par leur intérêt économique ou ceux des multinationales.

Nous venons présenter le thème des droits humains, parler de la grave crise humanitaire actuelle et souligner la nécessité d'une solution politique négociée.

Nous voulons aussi rendre public le travail réalisé par les « Colombiens et Colombiennes pour la paix » pour un échange humanitaire de prisonniers et constituer un groupe « Européens pour la paix en Colombie ».

Enfin, nous avons créé avec l'ex-président Ernesto Samper une « Coordination pour l'échange humanitaire », pour inciter la communauté internationale à appuyer la négociation, alors que le président Uribe bloque l'échange des prisonniers.

Des porte-parole du gouvernement affirment qu'ils sont en faveur des négociations...

C'est un discours pour la galerie, qui ne correspond pas à la réalité. Depuis deux ans, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) proposent l'échange des prisonniers. La dernière libération unilatérale aurait pu avoir lieu un an plus tôt : ce retard incombe au gouvernement, qui préfère une solution militaire.

Le président Uribe estime que sa ligne de « sécurité démocratique » est un succès évident.

Il prend comme exemples l'« opération Jacque » [libération d'Ingrid Betancour, juin 2009] ou l'incursion de l'armée colombienne en Equateur [liquidation de Raul Reyes, dirigeant des FARC].

Mais avec 5 millions de réfugiés, 5000 « faux positifs » [civils assassinés par l'armée, et présentés

comme des guérilleros morts au combat], 200'000 disparus en 10 ans, nous pouvons conclure à l'échec total d'une politique sécuritaire (10 % du budget national).

Donc, un bilan négatif ?

Uribe enjolive la politique de guerre préventive (conçue aux USA), qui favorise surtout certains intérêts militaires et économiques.

Le gouvernement dénonce les opposants comme « terroristes ». C'est mon cas, bien que membre d'un parti politique légal. Je n'ai jamais pris les armes, ni appartenu à une organisation armée.

Autres aspects de la crise humanitaire : la découverte d'une fosse commune de 2000 personnes à Macarena ; l'indécence des conditions de détention et la torture.

Des chefs paramilitaires ont avoué l'existence de fours crématoires, où leurs groupes brûlaient les corps de leurs adversaires politiques. Enfin, il faut parler de la situation sociale.

Que voulez-vous dire ?

Uribe Vélez laisse 18 millions de pauvres, 8 millions d'indigents, un taux officiel de chômage de 16 %.

La libération unilatérale effectuée fin mars par les FARC améliore-t-elle les chances d'échanges humanitaires avant la fin du mandat de Uribe (août 2010) ?

Difficile à dire. Dans une guerre, l'échange de prisonniers est un principe important. Les guérilleros libérés ne doivent pas réintégrer la lutte armée, une question discutée avec les FARC et la société colombienne. Mais ni les FARC ni nous-mêmes, comme médiateurs, n'allons travailler sur d'autres propositions de libérations unilatérales.

Il vaudrait mieux progresser sur ce thème important avant la fin du mandat présidentiel. Le renvoyer après les élections, alors que les candidats en présence ne veulent pas aborder la thématique du conflit, équivaut à faire traîner les choses.

Que pensez-vous des dernières élections législatives ?

J'ai été réélue, à ma grande surprise, vu la campagne de dénigrement menée contre moi. Mais avec tant d'irrégularités, de corruption, de votes achetés, je voudrais que ces élections soient refaites.

Votre avis sur les prochaines élections ?

Il n'y a pas grand espoir de changement : le candidat le mieux placé est l'ex-ministre de la Défense. Or, José Manuel Santos est responsable de la politique des « faux positifs » et de nombreuses violations des droits humains. Si cette tendance se confirme, cette politique de « sécurité démocratique », qui a pourtant échoué, continuera.

Qu'attendez-vous concrètement de la communauté internationale ?

Nous ne voulons pas la charité, mais une aide pour une solution négociée. L'engagement, la responsabilité et la solidarité avec un pays qui vit une guerre cruelle. La communauté internationale doit comprendre que la Colombie est le fer de lance pour déstabiliser les autres pays de la région et qu'il faut éviter un conflit régional. Trois points essentiels : s'engager pour résoudre la crise humanitaire ; comprendre que le paramilitarisme reste une réalité politique ; faire cesser les assassinats extrajudiciaires et les persécutions contre les défenseurs des droits humains et les

dirigeants des mouvements sociaux et s'occuper de la situation concrète de tous les prisonniers.

Propos recueillis par Sergio Ferrari et traduits par Hans-Peter Renk.

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n°167 (30/04/2010), p. 5.

Notes

[1] On peut signer un appel en solidarité avec Piedad Córdoba sur le site :
<http://ruedadeprensa.ning.com/profiles/blogs/invitacion-a-firmar-importante>